

L'Afghanistan, 40 ans de guerre

Introduction	2
« Le pays de l'insolence »	3
<i>Une mosaïque de territoires et d'ethnies</i>	3
<i>Bref rappel sur la place l'islam en Afghanistan</i>	5
<i>40 ans de guerre</i>	6
La paix impossible	9
<i>Peut-on négocier avec les Taliban ?</i>	14
<i>L'après Karzai</i>	15
<i>Le retrait américain</i>	17
<i>La Chine, le nouvel acteur</i>	18
<i>L'Inde, la puissance émergente</i>	19
<i>Iran et Turquie, discrets mais bien présents</i>	20
Conclusion	22
Bibliographie	22
Quelques articles de notre site internet sur l'Afghanistan	23

Plus d'articles disponibles sur notre site : <http://les-yeux-du-monde.fr>



Introduction

L'Afghanistan est un foyer d'instabilité au carrefour des routes d'influences. Surnommé le cimetière des empires, le Raj britannique s'est épuisé à tenter de le soumettre – sans succès sur le long terme ; l'URSS s'est effondrée peu après l'intervention ratée pour y maintenir un régime communiste ; les Etats-Unis ont entrepris une politique isolationniste sans avoir réussi à pacifier le pays. Zone tampon entre les empires russes et britanniques au XIXème siècle, le pays est un corridor entre l'Asie centrale ex-soviétique et l'Asie du sud, ou sous-continent indien, reliant les deux mondes entre eux. C'est également un limes du monde persanophone, zone de transit importante entre l'Iran et la Chine.

Principal foyer d'islamisme à la fin des années 90, le pays est occupé par les Etats-Unis et l'OTAN en 2001. En 2014, les troupes entreprennent de se retirer. Les craintes à l'époque d'une reprise du pouvoir par les Taliban sont grandes, tandis que divers groupes armés continuent à commettre des attentats. Toutefois, de nouveaux projets, notamment la « nouvelle route de la soie » chinoise rebaptisée aujourd'hui *Belt and Road Initiative*, incluent un Afghanistan pacifié. Là où les échecs militaires ont été successifs, l'espoir d'une pacification par l'économie et l'enrichissement est en train de se construire à l'est.

Pour comprendre les enjeux futurs, il est nécessaire de se replonger dans l'histoire moderne de l'Afghanistan, au moins depuis l'invasion soviétique. Loin des écrits essentialisants ou simplificateurs, la situation afghane est complexe et combine de nombreuses influences extérieures, ainsi qu'une réalité interne extrêmement diverse. Il convient de bien l'appréhender dans sa globalité avant de pouvoir dresser les perspectives futures de l'Etat afghan.

« Le pays de l'insolence »

Une mosaïque de territoires et d'ethnies

La géographie constitue une clé de compréhension nécessaire de l'Afghanistan en ce que la diversité de son territoire influe sur les populations, sur les risques d'invasions étrangères et sur les intérêts stratégiques.

La **frontière orientale** avec le Pakistan est montagneuse et abrite principalement des populations pachtounes, qui sont numériquement la première communauté du pays. Celles-ci sont réparties à la fois dans l'ouest pakistanais et l'Afghanistan du sud et de l'est. Côté pakistanais, les Pachtounes se trouvent dans les actuelles région de Khyber Pakhtunkhwa et les Zones Tribales Administrées au niveau Fédéral (FATA en anglais). En Afghanistan, les Pachtounes de l'est sont généralement de la grande confédération tribale des Ghilzais.

Le **sud afghan** est peuplé de pachtounes de la confédération tribale des Abdali, mais également de Baloutches, une population plutôt proche des Pachtounes. Le Baloutchistan s'étend par ailleurs sur l'Iran et le Pakistan, faisant des Baloutches une population répartie sur trois Etats. Le **sud-ouest du pays**, dans le Sistan, est désertique.

Au **nord**, le territoire se compose de steppes ou de vallées. Ces régions étaient sous la domination culturelle, sinon effective, des émirats d'Asie centrale, notamment Boukhara. Ces émirats de culture turco-persanes étaient peuplés de populations turcophones (aujourd'hui appelés ouzbeks) pour le pouvoir militaire, persanophones (aujourd'hui appelés tadjiks) pour le commerce et l'administration, tandis que des populations turcomanes nomadisaient à l'ouest, populations aujourd'hui désignées comme Turkmènes. Les Tadjiks sont aujourd'hui la deuxième communauté d'Afghanistan, après les Pachtounes, et sont présents notamment autour de la vallée du Panjshir, tandis que les Ouzbeks sont la quatrième. Les Turkmènes, comme quelques Kazakhs qui ont fui la soviétisation de leur pays, sont présents en Afghanistan du **nord-ouest**.

L'extrême nord-est, la région du Badakhchan, se situe sur les Monts Pamir. Les populations qui l'habitent sont appelées soit Tadjiks des montagnes, soit Pamiris. À cheval sur l'Afghanistan et le Tadjikistan, ils sont numériquement peu nombreux et divers mais présentent quelques caractéristiques propres, notamment leurs dialectes divergeant du tadjik, leur mode de vie montagnard, et leur religion, le chiisme ismaélien. La région afghane du Badakhchan est frontalière de la Chine et sépare le Tadjikistan du Pakistan dans une zone peuplée des peuples variés (Kirghizes, Wakhi...) que l'on appelle le corridor de Wakhan. Au 19^{ème} siècle, afin d'éviter une confrontation directe, l'empire russe et l'empire britannique présents en Inde décident de faire de l'Afghanistan un Etat-tampon, et de n'avoir aucune frontière en commun. C'est ainsi que s'explique cette étrange extension du pays dans une zone très difficilement praticable et où les communications routières sont inexistantes.

Le **centre du pays**, également montagneux, abrite deux communautés qui ont longtemps vécu coupées du reste du pays : les Hazaras et les Nouristanis.

Les Hazaras sont probablement descendants des Mongols. Ils sont présents dans la région du Hazarajat, à l'ouest de Kaboul, parlent le persan, et pratiquent, pour l'immense majorité, l'islam chiite. Ils sont régulièrement en conflits avec le pouvoir central qui les persécute, et déporte nombre d'entre eux en esclavage à Kaboul. Leur nombre est souvent minimisé dans les statistiques officielles, mais ils formeraient entre 15 et 20% de la population totale du pays, ce qui en fait la troisième communauté ethnique. Les Nouristanis sont peu nombreux. Ils étaient païens, d'un culte probablement proche de l'hindouisme, avant la fin du 19ème siècle où l'émir Abdur Rahman mène une campagne contre leur territoire, au sud-ouest du Badakhchan, appelé alors Kafiristan (terre des incroyants). Après de nombreuses exactions, Abdur Rahman les oblige à se convertir à l'islam et renomme leur territoire Nouristan, terre de lumière.

Enfin, à **l'ouest du pays**, on trouve des plaines et des plateaux. Autour de la région de Herat, la population se définit avant tout comme Herati et parle le persan. Bien que sunnite, la ville est largement tournée vers l'Iran.

Ce catalogue non exhaustif des populations ne doit pas faire oublier que d'autres divisions existent au sein de la société afghane. Par exemple, on compte encore près d'un million et demi de nomades parmi plusieurs communautés ethniques. Certaines populations s'identifient plus à leur origine géographique qu'à leur ethnie, notamment chez les Tadjiks qui se définissent avant tout par la région d'où ils viennent. Les divisions sont également tribales, notamment chez les Pachtounes. Ainsi la tribu Abdali qui a régné sur l'Afghanistan de façon quasi-ininterrompue du XVIIIème siècle jusqu'à aujourd'hui, a déporté des Pachtounes Ghilzais dans les zones tadjikes ou ouzbèkes, afin d'affaiblir chacun des rivaux potentiels.

Enfin, il ne faut pas faire l'impasse sur l'importance historique de certaines villes. **Kaboul** reste le symbole du pays. Lors de la guerre civile, chacune des parties cherchait à en prendre le contrôle, celui qui domine la ville pouvant tenter de se légitimer auprès de la communauté internationale. En face de la frontière pakistanaise, proche de **Peshawar**, se trouve la grande ville de **Jalalabad**, deuxième ville du pays en termes de population. À l'ouest, la ville de Hérat est un lieu de passage obligé entre l'Asie centrale et l'Iran oriental. Au sud, **Kandahar** est une ville souvent considérée comme la capitale pachtoune. Quelques autres villes doivent être mentionnées, plus pour leur intérêt historique que pour leur importance actuelle : **Bamiyan**, réputée pour ses immenses Bouddha détruits par les Taliban, preuve de l'importance du bouddhisme à l'époque de l'Antiquité tardive et capitale du Hazaradjat ; **Balkh**, au nord, a donné son nom à la région de la Bactriane, utilisé par de nombreux géographes. D'autres villes telles que Mazar-e Sharif, Kunduz, Farah, Ghazni sont également importantes et rappellent ainsi que l'Afghanistan se compose d'un réseau de villes moyennes reliant l'Asie centrale, le Khorasan iranien et les portes de la vallée de l'Indus.

Bref rappel sur la place l'islam en Afghanistan

L'islam est la religion majoritaire en Afghanistan. Le pays est principalement sunnite, bien qu'une importante communauté chiite y soit présente, et quelques communautés ismaéliennes. Une religion polythéiste existait au Nouristan avant l'intervention d'Abdur Rahman, tandis que de très faibles minorités hindoues et sikhes semblent subsister.

Le sunnisme est un important facteur d'identification nationale. Lorsque les Qizilbash prennent le pouvoir en Perse et fondent la dynastie Safavide, le chiisme duodécimain y devient la « religion d'Etat ». Les Sunnites fuient alors les persécutions et se réfugient dans les émirats d'Asie centrale comme Boukhara. L'identité sunnite permet ainsi aux émirats, mais également aux peuples d'Asie centrale, de se différencier du voisin, et ennemi, safavide. Ce schisme politico-religieux a largement contribué à la rupture entre la Perse et l'Asie centrale, bien que la culture persane ait été un de ses référents, au moins jusqu'à l'époque soviétique.

Les rapports entre sunnites et chiites en Afghanistan sont donc difficiles. Les Hazaras en particulier font l'objet de persécutions et de discriminations. Il arrive régulièrement qu'ils manifestent dans Kaboul afin de faire respecter leurs droits. Il est d'ailleurs intéressant de noter que les minorités religieuses habitent des endroits difficiles d'accès, permettant leur protection. Le Hazaradjat, le Nouristan ou encore le Badakchan sont des régions montagneuses, protégeant les chiites, ismaéliens ou polythéistes des menaces extérieures.

L'école juridique islamique principale d'Afghanistan est le rite hanafi, similaire aux autres pays d'Asie centrale, de Turquie (hors Kurdistan) ou d'Asie du sud. Tout comme ses voisins du nord et du sud, l'Afghanistan connaît une importante tradition soufie. Parmi les principales confréries, on trouve la Suhrawardiyya, la Naqshbandiyya ou encore la Qadiriyya. Parmi les figures traditionnelles du paysage afghan se trouve le Pir, titre donné à un maître soufi dans le sous-continent indien ou dans le monde turco-persan. Les mausolées sont nombreux, tous comme les pèlerinages.

Le XIX^{ème} siècle marque de nombreuses réformes dans la pensée islamique. Alors que les Musulmans entrent en contact direct avec l'Europe et sa « modernité », un renouveau de la pensée commence dans l'ensemble du monde islamique. Dans le monde arabo-ottoman, l'une des principales figures de la Nahda (renaissance) est Jalal Ed Din Al Afghani. Contrairement à ce que laisse penser son nom, ce dernier est d'origine perse mais a probablement voulu cacher son foyer d'origine irano-chiite. Il prend donc ce surnom d'Al Afghani qui lui permet d'avoir une légitimité plus importante au sein du monde sunnite auquel il se rattache. Le monde musulman de Russie connaît également un renouveau de la pensée sous le mouvement des Jadids. Le sous-continent indien n'est pas en reste, avec des penseurs comme Muhammad Iqbal, dont les idées ont largement

influencé la formation d'un Etat musulman en Asie du Sud, le Pakistan. Plusieurs écoles de pensées se forment, dont celle qui a le plus influencé l'Afghanistan, l'école de Deoband, en Uttar Pradesh (en Inde).

Le séminaire de Deoband est tristement connu pour avoir été la matrice idéologique des Taliban et d'autres groupes islamistes, voir violents, comme la Jamiat-e Islami. Cette école de pensée est souvent caricaturée comme une secte ultra-violente et/ou opposée à la modernité, terreau du terrorisme islamique. Cette caricature ne résiste pas à l'examen. Le séminaire de Deoband est effectivement conservateur et forme de nombreux dignitaires religieux en Inde, au Pakistan et en Afghanistan. Toutefois, le fait que l'Inde ne l'ait jamais fermé, alors qu'il se trouve sur son territoire et que le pays a connu de nombreux attentats, montre qu'il ne constitue pas une menace. Les Etats-Unis n'ont jamais songé non plus à s'en prendre au séminaire de Deoband. En réalité, l'immense majorité des élites issues de Deoband prônent l'apolitisme, en Inde comme au Pakistan. Certaines des madrasas fondées à la frontière afghano-pakistanaise durant la guerre soviéto-afghane étaient d'inspiration déobandi, mais ont également connu une influence wahhabi et une idéologie guerrière du fait du contexte. Ce sont leurs étudiants – ces taleban – qui ont constitué plusieurs fronts en Afghanistan. Les premiers ont formé un front soufi lors de la guerre contre les soviétiques ; ensuite, à partir de 1994, une nouvelle génération de taleban entreprennent de mettre fin à la guerre civile afghane et de fonder un Etat islamique avec une interprétation littéraliste. Ce sont ces derniers que nous connaissons. S'il y a bien un lien entre les Taliban et l'école déobandi, il faut toutefois relativiser : l'interprétation talibane est à la fois très spécifique et très minoritaire au sein de l'école.

40 ans de guerre

Depuis le coup d'Etat communiste de 1978, l'Afghanistan n'a jamais vraiment été en paix. Les différentes factions communistes s'entredéchirent jusqu'à l'intervention soviétique. Une guerre commence alors entre d'un côté les soviétiques et les communistes afghans, de l'autre une opposition très fractionnée. Le retrait soviétique ne marque nullement la paix : le régime communiste de Najibullah se maintient trois ans durant, tandis que les différents chefs de guerre s'opposent les uns aux autres de plus en plus violemment. La chute de Najibullah en 1992 marque la fin d'une quelconque entente entre les chefs de guerre, et la guerre civile s'intensifie. Les Taliban apparaissent dans ce tableau en 1994 et conquièrent une grande partie du territoire afghan, sans jamais le contrôler totalement. Les attentats du 11 septembre marquent alors l'intervention américaine en Afghanistan. Ceux-ci traquent Al Qaeda, chassent les Taliban et laissent la gestion du pays aux élites locales, c'est à dire aux anciens chefs de guerre qui reprennent leurs conflits. À partir de 2007, les Taliban qui se sont réfugiés au Pakistan se réimplantent progressivement en Afghanistan. Dans le milieu des années 2010, un nouvel acteur apparaît dans le conflit, Daesh Wilayat Khorasan. 40 ans après le coup d'Etat communiste, l'Afghanistan n'a donc pas

connu la paix, et il semble peu probable de trouver une solution pérenne dans les prochaines années.

Avant de prendre en compte la dimension internationale de ce conflit, et pour approfondir le très bref résumé de la situation afghane des quatre dernières décennies, nous nous attarderons sur la période charnière des années 1990. Méconnue, elle mérite un intérêt tout particulier afin de comprendre les différents acteurs actuels.

Depuis 1989, mais en réalité même durant l'invasion soviétique, les chefs de guerre en Afghanistan se font la guerre. Il convient ainsi de revenir sur le profil des différents acteurs. Les chefs s'appuient principalement sur une communauté régionale, souvent également ethnique. **Gulbuddin Hekmatyar** recrute chez les pachtounes. Son groupe, le Hezb-e Islami, est islamiste plutôt radical. Il a obtenu un certain temps le soutien du Pakistan et reste l'un des chefs de guerre les plus influents. Le **Hezb-e Islami** connaît une scission, et une faction rivale apparaît, portant le même nom mais étant dirigée par **Yunus Khales**. Ahmad Shah Massoud est tadjik, de la région du Panjshir, son fief d'où il résistera aux Taliban. Son **Jamaat-e Islami** (qui est différent du Jamiat-e Islami mentionné plus tôt dans le sous-continent indien) est également un groupe islamiste, parfois considéré comme modéré, probablement pour le différencier de ses ennemis taliban. **Rashid Dostom** est un chef de guerre originaire du Jowzjan au nord, qui recrute principalement chez les minorités ouzbèkes, dans une très moindre mesure chez les Turkmènes et les Tadjiks. Son groupe s'appelle le **Junbesh-e Milli**. **Mohammed Mohaqiq** a créé le Hezb-e Wahdat, groupe chiite qui recrute chez les Hazaras. **Jalaluddin Haqqani**, pachtoun originaire de Paktia, dispose d'un groupe armé que l'on nomme communément « **Réseau Haqqani** ». Il se range du côté des Taliban, sans jamais formellement intégrer leur mouvement, et prête allégeance à Al Qaeda. Enfin, **Ismail Khan** est le chef de guerre de la région de Hérat. Il fait partie du **Jamaat-e Islami** de Massoud mais garde une forte autonomie, - si ce n'est indépendance -, régionale, notamment du fait de l'éloignement entre Herat et le Panjshir. Lors des élections législatives d'octobre de 2018, ce sont certains de ces noms que l'on retrouve à la tête des principaux partis : Rabbani a remplacé Massoud à la tête du Jamiat-e Islami, Hekmatyar et Dostom sont toujours présents, Mohaqiq a créé son propre parti et le Hezb-e-Wahdat est représenté par Karim Khalili.

Si d'autres chefs de guerre sont actifs, à cela s'ajoute l'afflux de volontaires étrangers. La plupart d'entre eux rejoignent l'insurrection contre les communistes. Le bureau de recrutement sur place est géré par un groupe nommé Al Qaeda, dirigé par un Palestinien Frère musulman, Abdallah Azzam. Après sa mort dans des circonstances peu claires, ses deux principaux lieutenants reprennent le mouvement : le saoudien Usama Bin Laden et l'égyptien Ayman Al Zawahiri, idéologue du groupe. À eux deux, ils vont transformer le bureau local de Peshawar en un groupe jihadiste international qui vise tant les intérêts saoudiens qu'américains.

conflit les uns contre les autres. La plupart ont des intérêts avec des pays étrangers : ainsi, le commandant Massoud est proche de l'opposition tadjike alors que le Tadjikistan entre en guerre civile dès l'indépendance. Rachid Dostom obtient le soutien de l'Ouzbékistan et de la Turquie. Hekmatyar est le favori du Pakistan, tandis que l'Iran se rapproche à la fois d'Ismail Khan et du Hezb-e Wahdat. Des groupes étrangers viennent également sur place. Si les volontaires d'Al Qaeda, originaires du Pakistan, d'Algérie, de Syrie ou d'Égypte, sont pour beaucoup repartis, d'autres restent. Le Mouvement Islamique d'Ouzbekistan et le Parti de la Renaissance Islamique du Tadjikistan trouvent des sanctuaires en Afghanistan. Les alliances entre les différents groupes sont par ailleurs très fluctuantes : après la chute de Najibullah, le Jamaat-e Islami et le Hezb-e Islami sont censés se partager le pouvoir à Kaboul. Une alliance inédite entre fondamentalistes sunnites du Hezb-e Islami et islamistes chiites du Hezb-e Wahdat naît, tandis que Massoud s'allie à Dostom. Les alliances se font et se défont et bientôt Dostom entre en guerre avec Massoud et Ismail Khan, tandis que le Hezb-e Wahdat se range du côté de Massoud. La guerre interminable amène une nouvelle force locale à prendre le pouvoir : les étudiants dans les camps de réfugiés afghans au Pakistan. Les Taliban que nous connaissons se forment en 1994 et prennent rapidement Kandahar, capitale pachtoune. Leurs victoires militaires progressives amènent le Pakistan à se repositionner : alors que Hekmatyar est de moins en moins contrôlable, les Taliban font de la solidarité islamique une vertu et sont donc un allié de poids pour Islamabad. En 1996, les Taliban prennent Kaboul et Hekmatyar, qui tenait la ville, fuit le pays. Les factions rivales du Junbesh-e Milli, du Jamaat-i Islami et du Hizb-e Wahdat décident alors de s'allier contre les Taliban, formant l'Alliance du Nord, allant de Herat aux Pamirs. La Russie, l'Iran et l'Inde, hostiles aux Taliban, soutiennent la formation de cette alliance. Le rapprochement avec Massoud permet par ailleurs de résoudre la crise au Tadjikistan : Massoud stoppe son aide au Parti de la Renaissance Islamique du Tadjikistan, qui doit négocier avec les factions au pouvoir, trouvant un compromis en 1997.

L'Alliance du Nord est alors dominée par Dostom, l'homme fort de la coalition. Alors que celui-ci est à l'étranger, il est trahi par un de ses lieutenants qui fait défection et rejoint les Taliban. Hérat tombe, puis le Hazarajat en 2000. Pour punir le Hezb-e Wahdat, les Taliban procèdent à deux sanctions : des massacres sur la population chiite et la destruction de monuments architecturaux locaux, les Bouddhas de Bamiyan. Massoud est désormais seul dans sa résistance aux Taliban. Assassiné le 9 septembre 2001 lors d'un attentat, il est remplacé par Mohammad Fahim le 11 septembre. Ce même jour ont lieu les attentats du World Trade Center. Les États-Unis, devant le refus taliban d'extrader Bin Laden, décident d'intervenir militairement dans le pays.

La paix impossible

L'intervention américaine était censée ramener la paix dans le pays. En quelques semaines seulement, l'essentiel de l'objectif militaire est atteint : les Taliban ont fui et le pouvoir est entre les mains d'une administration locale soutenue par les Etats-Unis. Toutefois, la pacification est un échec et différents groupes insurgés sont toujours présents et actifs sur le sol afghan lors du départ des troupes de l'OTAN, à partir de 2014.

Guerre et paix pour le Pakistan

S'il y a un pays dont le rôle est majeur dans la question afghane, c'est le Pakistan. Afin de coordonner une politique efficace, les Etats-Unis ont d'ailleurs rebaptisé la région de leur intervention Afpak, intégrant, sinon tout l'Etat pakistanais, au moins les *Federally Administrated Tribal Area* (FATA) et en partie le Baloutchistan pakistanais, où Al Qaeda est présent. Le Pakistan est souvent accusé de double jeu, soutenant officiellement les Etats-Unis et la coalition internationale, mais offrant en réalité un soutien logistique aux Taliban. Pourquoi une telle politique ?

Deux éléments contextuels des années 1990 sont à prendre en compte afin de comprendre la politique pakistanaise vis-à-vis des groupes islamistes armés. Le Pakistan partage un différend frontalier avec l'Afghanistan, Kaboul n'a jamais reconnu la frontière entre les deux pays depuis l'indépendance pakistanaise, la fameuse ligne Durand. Cette ligne tracée par le Britannique Durand coupe les territoires pachtounes en deux. Les Afghans s'y sont résignés, mais une fois les Britanniques partis, il leur semble logique que l'ensemble des zones pachtounes soit intégré au sein de l'Afghanistan. Les deux pays entretiennent alors de mauvaises relations. L'invasion soviétique de l'Afghanistan marque un tournant : le Pakistan, allié des Etats-Unis, fournit un important soutien logistique pour la résistance. L'Arabie Saoudite, où vient de se dérouler une prise d'otage à la Mecque, l'Egypte où le Président Sadate est assassiné par un groupe dissident des Frères Musulmans, la Syrie où se déroule le massacre de Homs contre les Frères Musulmans, poussent leurs ressortissants les plus extrêmes à faire le jihad contre les infidèles : les soviétiques. Les services secrets saoudiens prennent en charge une grande partie de la logistique du voyage jusqu'à Peshawar. Ainsi, la résistance afghane est mise en contact avec des groupes islamistes radicaux, et prend elle-même une tournure religieuse. Cette résistance fait ses preuves, et la puissance soviétique occupante doit quitter le pays définitivement en 1989. L'utilisation de l'islam radical est alors un excellent moyen de lutter contre le communisme, et les Etats-Unis ont largement contribué à la formation des jihadistes. Ceux-ci ont naturellement des liens avec le Pakistan, où ils se sont entraînés et où ils ont pu bénéficier de l'armement nécessaire, et d'un soutien médical afin de mener la guerre. Plusieurs cadres de l'armée ou des services secrets pakistanais, l'*Inter-Services Intelligence* (ISI), ont donc des liens personnels avec les groupes insurgés

afghans. Les Taliban en 1994 sont ainsi formés par Naseerullah Khan Babar, pachtoune pakistanais de la tribu Babar, et Ministre de l'Intérieur de Benazir Bhutto. Un régime fondamentaliste comme celui des Taliban est une aubaine pour Islamabad : le nationalisme afghan s'affaiblit quant à la question de la frontière contestée, et Kaboul s'aligne sur le frère pakistanais avec qui il partage la religion.

À cette première raison, il faut rappeler les relations plus que tendues entre l'Inde et le Pakistan, notamment autour de la question du Kashmir. Cette région est peuplée de musulmans et devaient, lors de l'indépendance revenir au Pakistan selon Islamabad. Les Britanniques donnent cependant un statut spécial aux Etats princiers, dont le Kashmir, où c'est le monarque local qui doit décider du rattachement de son royaume. Le Rajah du Kashmir, hindou, décide le rattachement à l'Inde, ce qui est reconnu par New Delhi mais reste intolérable pour Islamabad. En conséquence d'une guerre, le Kashmir est divisé sur trois pays, le Jammu & Kashmir en Inde, l'Aksai Chin en Chine et l'Azad Kashmir ainsi que la province de Gilgit Baltistan au Pakistan.

En 1989 commence une insurrection indépendantiste dans la partie indienne du Kashmir. Le Pakistan y voit un premier signe favorable pour déstabiliser son rival. L'utilisation d'une résistance islamique semble alors toute naturelle et a d'ailleurs montré son efficacité contre l'Union Soviétique. L'ISI commence à former plusieurs groupes islamistes armés afin de faire la guerre contre « l'occupant indien ». Pour n'en citer que quelques-uns, on peut mentionner le Jaysh-e Mohammad, le Lashkar-e Tayba ou le Lashkar-e Jhangavi. Le but est ainsi la formation d'un grand front islamique allant de Kaboul au Kashmir et luttant contre les impérialistes. Rappelons par ailleurs qu'en 1993, Bombay est la cible d'attentats meurtriers où l'ISI est impliquée, avec le mafieux indien Dawood Ibrahim. En 1998-1999, une guerre éclate entre Pakistan et Inde, tous deux nucléaires, dans les glaciers du nord du Kashmir, appelée la guerre de Kargil. Les tensions sont donc réelles.

Un nouveau problème survient lorsque ce front islamique commet un attentat contre l'allié américain. Quelle position avoir face à la guerre entre deux alliés nécessaires ? La plus grande crainte pour Islamabad est un rapprochement entre l'Inde et l'Afghanistan. De 1980 à aujourd'hui, l'essentiel de la politique pakistanaise envers son voisin de l'ouest repose sur cette grille de lecture : Kaboul doit rester dans l'orbite pakistanaise, et les islamistes en sont la meilleure garantie. Néanmoins, Islamabad ne peut s'opposer frontalement aux Etats-Unis et accepte donc de coopérer lors de l'intervention de l'OTAN en 2001, alors même qu'une partie non-négligeable de sa population soutient les Taliban. Dans l'idéal, les Etats-Unis interviennent, s'embourbent dans la guerre comme les Soviétiques auparavant, acceptent de négocier et tout revient dans l'ordre. Dans les faits, les Taliban fuient en quelques semaines, mais trouvent un refuge dans les zones pachtounes pakistanaises. La grande chance pour Islamabad, dirigé par le militaire Pervez Musharraf depuis 1999, est que l'administration Bush s'appuie sur tous les alliés possibles et imaginables tant qu'ils s'opposent à l'islamisme radical, au

moins en façade. Musharraf, bien que dictateur, obtient un soutien explicite de Georges W. Bush ainsi qu'une aide financière. Ainsi, le double jeu pakistanais peut fonctionner : alors que le gouvernement soutient la lutte américaine et n'hésite pas à livrer des membres « arabes » d'Al Qaeda, certains membres de l'ISI continuent à soutenir les Taliban et d'autres groupes islamistes armés.

En 2001, Pervez Musharraf décide toutefois de légitimer sa présence au pouvoir par une élection. Il devient Président cette même année et des élections législatives ont lieu l'année suivante. Une coalition islamiste, le Muttahida Majlis-e Amal, obtient alors des scores bien plus élevés que prévus : elle est majoritaire dans le Province Nord-Ouest (ancien nom du Khyber-Pakhtunkhwa) et dirige en coalition dans le Baloutchistan. Le Président doit lui-même gouverner en intégrant des membres du MMA, troisième force à l'Assemblée. Les élections législatives de 2002 donnent ainsi un rôle politique particulièrement important aux islamistes. C'est le début d'une spirale infernale que le gouvernement pakistanais n'avait pas prévu et ne parvient pas à maîtriser. Les groupes formés par l'ISI se retournent contre l'ancien maître : s'il faut lutter contre les Etats infidèles, pourquoi pas contre l'Etat pakistanais qui soutient les Etats-Unis ? De la même manière, les Taliban gagnent en influence au Pakistan au point d'y créer une version locale, le Tehrik-e Taliban Pakistan en 2007. Pour ne donner que deux événements qui ont particulièrement choqué l'opinion publique, le 27 décembre 2007, l'ancienne Premier Ministre Benazir Bhutto, en campagne pour les élections législatives, est assassinée. Le 9 octobre 2012, la jeune écolière Malala Yousafzai, vivant dans la vallée de Swat, subit une tentative d'assassinat car elle tient un blog où elle dénonce la vie sous les Taliban pakistanais, très influents dans la région. Les groupes islamistes armés sont ainsi très puissants, sans que l'Etat pakistanais n'ait moyen de les contrôler, ni même d'assurer une sécurité suffisante au sein de ses frontières. De plus, les groupes islamistes politiques ont une assise de plus en plus importante, obligeant l'Etat pakistanais à les satisfaire.

Le soutien aux chefs de guerre

L'intervention américaine en Afghanistan est précipitée. Les Taliban refusent certes d'extrader Usama Bin Laden, car la tradition pachtoune oblige l'hospitalité et la protection à un invité, mais ils sont prêts à négocier avec Washington pour éviter un conflit. Pourtant, l'administration Bush refuse. La raison est probablement psychologique : après un attentat traumatisant comme celui du 11 septembre, le gouvernement se doit de réagir très fermement, pour son image à la fois au sein de sa population, de la communauté internationale, et des groupes armés opposés aux Etats-Unis. La très mauvaise réputation dont jouissent les Taliban du fait de la destruction des Bouddhas de Bamiyan et pour l'absence totale de droit des femmes, ainsi que la non-reconnaissance de leur régime par l'ONU sont autant d'éléments qui jouent en leur défaveur. Isolés sur la scène internationale, avec pour seul réel soutien le Pakistan qui doit se ranger derrière le grand frère américain, ils résistent à peine à l'intervention et fuient.

La victoire militaire est donc claire et totale. En revanche l'administration américaine n'a aucun projet politique pour l'Afghanistan. Influencée par la théorie du choc des civilisations, elle pense alors devoir s'appuyer sur des « acteurs traditionnels » qui représentent la société afghane telle qu'elle est perçue par les Etats-Unis. Pour simplifier, Washington s'appuie sur les anciens chefs de guerre, censés représenter les ethnies, les tribus et les zones géographiques. La plupart d'entre eux auraient pu être coupables de crimes de guerre, ils sont finalement financés par le gouvernement américain qui leur délègue même la sécurité du pays, y compris la guerre contre les Taliban, en dehors de Kaboul. Fahim, Mohaqiq, Dostom, Khan et les autres reviennent donc au pouvoir dans leurs fiefs respectifs, s'affrontant parfois. L'argent censé aider au développement du pays et à la sécurité est en réalité utilisé pour le bien personnel des chefs de guerre, qui construisent des infrastructures privées, telles que des prisons. Le gouvernement de Kaboul n'a d'autorité que nominale sur eux, son armée est totalement incapable de rivaliser ni de contraindre quiconque à respecter la loi. Loin de créer un nouvel Afghanistan, l'intervention américaine a ramené le pays proche de l'époque de la guerre civile.

Toutefois, l'armée américaine fait la différence entre les « bons » chefs de guerre et les « mauvais ». Ainsi, l'Alliance du Nord, qui a su résister face aux Taliban, fait partie des bons. Le commandant Massoud, glorifié comme héros de la résistance et victime du terrorisme, devient un symbole pour l'étranger (son portrait avait déjà été brossé en bons termes par le journaliste Christophe de Ponfilly). Les Etats-Unis pensent donc s'appuyer sur l'Alliance du Nord et en particulier sur les Tadjiks, qui semblent plus modérés que les Pachtounes. On retrouve ici l'idée du choc des civilisations de Huntington, avec des sous civilisations qui seraient en conflits y compris au sein d'un pays. Certes le Président du gouvernement de transition, Hamid Karzai, qui devient Président de la République d'Afghanistan de 2004 à 2014, est un pachtoune, mais de nombreux ministères clés sont donnés à des Tadjiks. À l'inverse, les chefs de guerre pachtounes n'ont pas le même traitement. Les Taliban sont évidemment hors-jeu pour la reconstruction du pays, mais c'est également le cas de chefs de guerre pachtounes comme Gulbuddin Hekmatyar ou Jalaluddin Haqqani, dont les groupes sont considérés comme des organisations terroristes et devant être combattus. On assiste donc à plusieurs guerres en Afghanistan : celle entre chefs de guerre reconnus par le gouvernement, dont les milices agissent au-dessus des lois ; celle contre les Taliban ; et celle contre les autres groupes terroristes, en l'occurrence le Hezb-e Islami et le réseau Haqqani, mais également le Mouvement Islamique d'Ouzbekistan présent sur le sol afghan.

Ces conflits aliènent l'ensemble de la population afghane au gouvernement. La population pachtoune en premier lieu se sent délaissée. Alors qu'elle est majoritaire au sein du pays, ce sont les chefs de guerre des minorités qui accèdent aux postes clés. De plus, ceux-ci bénéficient de soutiens extérieurs : les principales milices ayant un sponsor étranger, ainsi qu'une base arrière. Les Pachtounes sont donc largement seuls et n'ont que peu confiance dans

l'administration américaine. Dans un second temps, l'injustice, la corruption, le chômage et la guerre qui reprend entre les Etats-Unis et les Taliban dès 2002 amènent à une lassitude des Afghans, quelle que soit leur ethnie. La présence américaine s'éternise, pourtant leur investissement dans le pays est faible, l'intérêt de l'administration Bush s'étant déplacée de Kaboul à Bagdad. La présence militaire est de moins en moins justifiable, les résultats de moins en moins convaincants, et les Taliban apparaissent pour certains comme un meilleur gouvernement.

La question de la drogue est également fondamentale. Pays ravagé par la guerre, l'une des principales sources de financement est la production d'opium. L'Afghanistan serait à l'origine de 90% des exportations de cette drogue, exportations nécessaires à la survie d'une grande partie de la population, mais également au financement de groupes armés. Les ravages de la drogue dans la société font échos à l'époque où les Taliban en avaient interdit la production et la consommation – ils sont aujourd'hui parmi les principaux producteurs. La lutte contre l'opium est donc une question de sécurité pour le gouvernement afghan, l'objectif étant de couper les ressources économiques des insurgés. Les chefs de guerre se financent également grâce à la drogue, dont ils peuvent d'ailleurs assurer le transit jusqu'aux frontières. Là, les réseaux centre-asiatiques, liés à leurs régimes respectifs, prennent le relais. Le trafic de drogue, loin de se limiter aux ressources talibanes, est présent dans toutes les couches de la société, faisant de l'Afghanistan une sorte de narco-état.

Enfin, à cela s'ajoute un soutien à d'autres « chefs de guerre » en dehors du territoire afghan : les dictateurs des pays voisins. Ayant besoin du soutien de ses alliés, et même d'autres, l'administration Bush a fermé les yeux sur les dictatures voisines et a largement soutenu certaines d'entre elles. Pervez Musharraf au Pakistan, malgré ses erreurs et le soutien de l'ISI aux groupes jihadistes, a bénéficié d'une forte aide économique. Islam Karimov en Ouzbékistan s'est positionné comme soutien des Etats-Unis et a bénéficié d'une aide similaire en échange de l'accès à une base aérienne. Askar Akayev au Kirghizstan a permis l'ouverture d'une base américaine à Manas. Ces deux dirigeants ont toutefois connu une période difficile en 2005 : une révolution renverse Akayev, tandis que Karimov est contesté lors des émeutes d'Andijan. Les régimes d'Asie centrale y voient une déstabilisation favorisée par les Etats-Unis. Washington a effectivement critiqué la répression de Karimov, tandis qu'Akayev est remplacé par Kourmanbek Bakyev, aux méthodes toutes aussi violentes que son prédécesseur mais qui se positionne comme un pro-américain. Enfin, le régime d'Emomali Rakhmon au Tadjikistan, qui sort d'une guerre civile, prend un tournant de plus en plus autoritaire mais aucune critique n'est formulée : ni les Etats-Unis, ni la Russie ne veulent d'un Tadjikistan déstabilisé par une nouvelle guerre, qui favoriserait l'instabilité afghane.

Les perspectives actuelles

L'administration Bush a donc failli à construire un Etat national afghan. Les conflits n'ont pas été résolus et les Taliban sont, dès 2008, une force militaire sur le terrain. Barack Obama a annoncé le retrait des troupes américaines d'Afghanistan, prévu pour 2014. De fait certaines troupes sont toujours présentes sur place, estimées à un peu plus de 10 000 hommes. 2014 marquait aussi l'année de la transition du pouvoir, et l'année de proclamation du Califat par l'Etat Islamique en Irak et au Levant, devenant Etat Islamique. La sécurité en Afghanistan devient dès lors un enjeu majeur, et les perspectives sont inquiétantes pour beaucoup d'observateurs.

Peut-on négocier avec les Taliban ?

Les Taliban ont un atout de poids dans leur guerre contre les Etats-Unis : le temps. Là où la présence américaine ne peut être éternelle, les Taliban ont vocation à rester. Négocier n'est donc pas nécessaire pour eux : soit leurs conditions sont acceptées, soit elles ne le sont pas et ils se retirent de la table des négociations, continuant la guerre en attendant le retrait définitif des Etats-Unis.

Du point de vue des Etats-Unis, il pourrait sembler difficile de dialoguer avec les terroristes d'hier qu'on a chassé du pouvoir. En réalité, déjà en janvier 2010 lors de la conférence de Londres, le Président de l'époque Hamid Karzai est prêt à intégrer les « Taliban modérés » dans la société afghane, s'ils déposent les armes. L'oxymore « Taliban modéré », fait référence aux personnes ayant rejoint les Taliban non par idéologie mais pour des raisons économiques. C'est un premier pas dans la compréhension du phénomène taliban post-intervention : il ne s'agit plus seulement d'un groupe religieux. Le gouvernement américain et l'OTAN en général se montrent également prêt à négocier avec les Taliban afin de pacifier le pays avant leur retrait. C'est un échec : en continuant les frappes aériennes en même temps qu'ils appellent aux négociations, les Américains se décrédibilisent. C'est ainsi qu'en 2010, une frappe tue mollah Baradar, numéro 2 des Taliban, favorable au dialogue contrairement au leader historique, mollah Omar.

La négociation avec les Taliban semble en réalité beaucoup plus complexe. Les Taliban ne représentent pas une entité homogène, diverses factions coexistent avec des intérêts différents. Il arrive donc que des négociations aient lieu comme en janvier 2018 à Istanbul, où certains représentants taliban ont parlé avec d'autres représentants du gouvernement afghan. Si le mouvement taliban refuse les appels au dialogue avec les gouvernements Karzai puis Ghazni, il peut arriver que des groupes locaux déposent les armes en échange de concessions. Un autre exemple est celui du TAPI, un projet de pipeline sur lequel nous reviendrons ci-après : les Taliban de la région de Hérat se sont dit prêts à déposer les armes en échange d'emplois dans la construction du projet.

Outre leur hétérogénéité, les Taliban n'ont pas de projet politique clair, et c'est pourquoi ils ne négocient pas. Les Taliban s'estiment légitime à gouverner et gouvernement déjà de fait plusieurs régions d'Afghanistan. Cependant, ils n'ont pas de revendications particulières : ce n'est pas un parti politique qui veut intégrer le Parlement, ni un groupe de lobbying pour telle ou telle réforme. Il apparaît ainsi que la seule solution serait de leur confier la gestion du pays, ou a minima de certaines régions, dans la mesure où il ne semble pas y avoir de possibilité de négociation.

Enfin, les Taliban se considèrent comme un groupe national – excepté les Tehrik-e Taliban Pakistan ils n'ont pas de ramifications à l'étranger. Durant la décennie 1990, ils acceptent de négocier avec différents Etats afin d'être reconnus comme gouvernement légitime. Le Pakistan, l'Arabie Saoudite ou les Emirats le font formellement mais d'autres pays ont dialogué avec le régime taliban, le reconnaissant implicitement. C'est le cas du Turkménistan, des Etats-Unis, et probablement de la Chine. En cas de conquête du pouvoir par les Taliban aujourd'hui, ceux-ci ont compris les erreurs du passé : ils négocieront avec les autres Etats, n'accepteront plus d'accueillir des groupes islamistes armés sur leur sol, et tenteront de se faire reconnaître par les grandes puissances, y compris les Etats-Unis, comme gouvernement légitime. Autrement dit, s'ils ne dialoguent pas avec la puissance occupante américaine, les Taliban sont prêts à dialoguer avec tous les Etats qui les reconnaîtront (sauf peut-être Israël pour des raisons de cohérence). Les Taliban d'aujourd'hui ne sont pas les Taliban d'hier.

L'après Karzai

Hamid Karzai, pachtoune de la tribu Abdali, termine son dernier mandat présidentiel en septembre 2014. La passation doit se faire sans instabilité qui favoriserait les Taliban. Deux candidats principaux sont en compétition, qui s'étaient déjà présentés aux élections de 2009. Ashraf Ghani est un pachtoune, très éduqué, qui a principalement étudié et travaillé à l'étranger. Il n'a donc pas vécu dans l'Afghanistan en guerre mais a largement contribué à sa reconstruction. Inconnu des élites traditionnelles, il doit se forger des réseaux, et se laisse pousser la barbe afin d'être plus vendable en tant que dirigeant auprès de la société. Le docteur Abdullah, qui n'avait pas de nom de famille pendant longtemps et est donc appelé Abdullah Abdullah, est moitié pachtoune, moitié tadjik, responsable des affaires étrangères du Jamiat-e Islami de Massoud. Il est souvent considéré comme Tadjik plus que Pachtoune. À l'inverse de son rival, Abdullah est clairement inscrit dans la société afghane, mais est peut-être trop clivant de par son appartenance à un ancien groupe armé.

Au premier tour des élections de 2014, le docteur Abdullah arrive largement en tête des scrutins mais n'obtient pas la majorité absolue, ce qui implique un second tour. Lors de celui-ci, c'est Ashraf Ghani qui gagne les élections. Abdullah les critique, ne les reconnaît pas et crie à la fraude. Le risque de crise apparaît grand et il faut plusieurs médiations afin de trouver un compromis. Ghani reste Président de la République Islamique d'Afghanistan, tandis que le docteur Abdullah obtient

un poste nouvellement créé, « Chief Executive of Afghanistan », qui semble correspondre au poste de Premier Ministre. La crise a été évitée, mais montre la fragilité toujours bien présente du gouvernement d'Afghanistan.

Durant la présidence Ghani, plusieurs pas ont été fait. Le Hezb-e Islami a été supprimé de la liste des organisations terroristes par les Etats-Unis. Gulbuddin Hekmatyar est donc réintégré dans le jeu politique, et participe d'ailleurs au rapprochement avec certaines factions talibanes. Des mains sont tendues pour dialoguer avec les Taliban, même si la plupart des Afghans ont peu d'espoir d'y voir une solution. Toutefois, la sécurité est loin d'être assurée. En 2015, la ville de Kunduz est prise par les Taliban, perdue quelques jours plus tard, mais montrant leur capacité d'action. En 2017, l'un des plus violents attentats a lieu dans la capitale Kaboul faisant plus d'une centaine de mort. Le réseau Haqqani, dirigé par Sirajuddin Haqqani, le fils de Jalaluddin¹ revendique l'attaque. En janvier 2018, la BBC estimait que les Taliban étaient actifs sur 70% du territoire du pays, et qu'ils contrôlaient 14 districts du pays.

Enfin, une nouvelle menace apparaît en Afghanistan, la formation d'un groupe qui se réclame de l'Etat Islamique, Daesh Wilayat Khorasan. Celui-ci est composé d'anciens taliban qui se sont éloignés du mouvement. Les Taliban ont par ailleurs connu une crise de leadership après la mort du mollah Omar, se scindant en deux factions rivales. Daesh Wilayat Khorasan recrute également parmi d'autres militants d'autres groupes.

L'apparition de Daesh a porté un coup aux groupes islamistes armés d'Asie centrale. Alors que les volontaires centre-asiatiques pour le jihad international allaient principalement dans les rangs du Mouvement Islamique d'Ouzbékistan (MIO) ou le *Islamic Party of East Turkistan* (Ouïghour), leur destination de prédilection change pour s'orienter vers la Syrie. Le MIO se plaint ainsi de ne plus trouver suffisamment de membres, les candidats potentiels allant chez Daesh ou d'autres groupes du Moyen-Orient. Le *Islamic Party of East Turkistan* a d'ailleurs une faction qui combat en Syrie et que l'on a particulièrement vu à l'œuvre dans la bataille d'Afrin, aux côtés de l'armée turque. L'apparition de Daesh en Afghanistan est donc une potentielle menace pour les groupes islamistes locaux. La chute probable du groupe en Syrie pose la question du retour des jihadistes en Asie centrale et en Afghanistan. On aurait pu penser que la menace de Daesh amènerait les Taliban et le gouvernement afghan à coopérer. Si sur le terrain, ce type de coopération a eu lieu, il n'y a pas eu de traduction politique. De plus, les Taliban ont vaincu Daesh Wilayat Khurasan dans la province de Jowzjan, montrant leurs capacités militaires. Le gouvernement d'Ashraf Ghani est donc soumis à de fortes pressions en termes de sécurité, et malgré une passation réussie, la fragilité reste importante, laissant peu de visibilité sur l'avenir du pouvoir en Afghanistan.

Les élections législatives de 2018 marquent toutefois une victoire pour le gouvernement afghan : malgré les importantes menaces, une grande partie de la population est allée voter. Les candidats étaient nombreux (même si les

¹ Ce dernier est mort entre 2015 et 2018, les sources se contredisent sur la date

principales figures n'ont pas changé), les votants aussi : 45% des inscrits seraient allés voter, malgré les risques d'attentats², ce qui est donc un très bon score pour un pays aussi fragile. Quels que soient les résultats, c'est une victoire pour les institutions du gouvernement afghan : la population afghane a soutenu ces élections, qui devaient à l'origine avoir lieu en 2015 mais ont été repoussées pour raison de sécurité. Ayant un certain soutien de la population, le gouvernement reste ainsi légitime face aux Taliban.

Le retrait américain

Il est nécessaire de faire un bilan de cette intervention. Selon Ahmed Rashid, les Américains auraient pu sécuriser le pays s'ils y avaient mis les moyens, et ne s'étaient pas appuyés principalement sur les chefs de guerre. À ce titre, la construction de la paix en Afghanistan a été bâclée. Le « double jeu » pakistanais aurait pu servir à des négociations avec les Taliban, Islamabad ne rêvait dans les années 2000 que de trouver une solution au conflit entre Américains et Taliban. Ce dialogue intervient tardivement, suffisamment tard pour que les groupes islamistes d'Asie du Sud se retournent massivement contre le Pakistan, allié des Etats-Unis. L'intervention américaine n'a donc pas stabilisé l'Afghanistan mais a également déstabilisé le Pakistan, alors même que sa position aurait pu faciliter une réconciliation. Le conflit n'a pas permis aux Etats-Unis de s'implanter durablement en Asie centrale, et le conflit a favorisé la diplomatie chinoise dans la région. Le seul intérêt que Washington peut tirer de ce conflit aujourd'hui, c'est son rapprochement – relatif – avec l'Inde.

L'arrivée de Trump au pouvoir a précipité les négociations entre les Etats-Unis et les Taliban. Ces derniers sont prêts à dialoguer avec Washington, mais pas avec le gouvernement de Kaboul qu'ils estiment illégitime. Il est très difficile de prévoir quelle sera l'issue de ces négociations. La spécialiste Shahrbanou Tadjbakhsh expliquait lors d'une conférence qu'il est probable que les Taliban gardent le contrôle des zones où ils sont déjà présents, mais qu'ils renoncent à Kaboul, créant un Etat hybride : un gouvernement central pour les villes, une milice autonome dans la périphérie du pays. Les deux lutteraient ensemble contre Daesh.

L'ensemble des pays impliqués dans la crise veut la paix en Afghanistan. Il existe deux écoles : reconnaître les Taliban mais maintenir le gouvernement de Kaboul, ou être prêt à reconnaître les Taliban s'ils venaient à prendre Kaboul. L'Iran, l'Inde ou les Etats-Unis sont favorables à la première option tandis que la Chine et le Pakistan sont prêts à adopter la seconde. Dans les deux cas, les Taliban représentent une force politique majeure du pays, mais également une force économique : ils contrôlent des routes commerciales, ainsi que des zones où investir. Les grandes puissances ont donc intérêt à dialoguer avec les Taliban car dans un Afghanistan post-conflit, les investissements dans le pays ne pourront se faire sans l'accord des étudiants. À ce titre, et bien que le pays ne soit pas pacifié, force est de constater que l'Afghanistan intéresse la plupart des puissances régionales et internationales.

2 Les attentats auraient fait 18 morts et 67 blessés

L'Afghanistan au cœur des projets régionaux

Malgré les difficultés politiques, l'Afghanistan reste une zone de carrefour encore aujourd'hui. Les Etats-Unis ont tenté un projet de *Greater Central Asia Partnership*, théorisé en 2005, mais qui ne semble plus à l'ordre du jour. Le retrait américain n'est pas que militaire, Washington ne voulant plus s'impliquer dans les affaires locales. En revanche, d'autres Etats qui se sont implantés en Afghanistan dès 2001 (voir ci-avant) profitent du retrait américain pour avancer leurs pions, rappelant l'expression de Kipling du « Grand Jeu » en Asie centrale. Le projet aujourd'hui le plus commenté dans les milieux spécialisés est la *Belt and Road Initiative* chinoise, mais l'Inde, la Turquie, et l'Iran ont leurs propres intérêts régionaux, pas nécessairement contradictoires en apparence mais impliquant une forte lutte d'influence.

La Chine, le nouvel acteur

La Chine profite de la chute de l'URSS pour s'implanter immédiatement, mais discrètement en Asie centrale. Plusieurs objectifs sont stratégiques pour Pékin. Tout d'abord, sécuriser les frontières et les relations avec les trois nouveaux pays frontaliers, Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan. L'enjeu de la sécurité est majeur : ces pays sont frontaliers du Xinjiang chinois, peuplé à 50% par des Ouïghours turcophones, minorité qui connaît plusieurs groupes insurgés hostiles au gouvernement central. Un grand partenariat est alors mis en place par Pékin dès 1996, incluant la Russie et les trois pays frontaliers de la Chine, le Shanghai 5. Ce groupe devient en 2001 l'Organisation de Coopération de Shanghai, coopérant sur les questions de sécurité et de terrorisme. C'est aujourd'hui une alliance militaire majeure en Asie.

La question ouïghoure, et celle du terrorisme islamiste en général, obsèdent Pékin. D'après l'ancien ambassadeur taliban au Pakistan, un représentant chinois aurait négocié avec l'Emirat Islamique d'Afghanistan la reconnaissance du régime taliban contre la promesse que le pays ne serait pas une base pour des opérations terroristes en Chine. Lors des Jeux Olympiques de 2008 à Pékin, il semblerait que la Chine ait négocié avec Al Qaida la libération de certains islamistes ouïghours contre une « immunité » durant la période de compétition. C'est dans ce contexte de crainte d'attaques, de question sécuritaire, et d'un extrême occident encore à pacifier que Pékin lance son projet *One Belt One Road*. Outre l'aspect économique évident d'importation d'hydrocarbures kazakhes et turkmènes, et d'exportation rapide de ses produits vers l'Europe, Xi Jinping veut sécuriser les routes de transport de marchandises, et développer les régions pauvres du pays, Qinghai, Gansu, Xizang et Xinjiang.

Si la OBOR, devenue *Belt and Road Initiative*, s'inscrit dans un premier temps dans une logique de développement en Asie centrale, le rôle d'autres pays y est majeur, notamment le port de Gwadar au Baloutchistan pakistanais et la

sécurisation de l'AfPak. Pékin espère effectivement construire une route permettant de relier l'Asie centrale à l'océan Indien, via le port de Gwadar. Une des nécessités est donc la pacification des pays du sud de cette route. Depuis 2014 et le retrait partiel des troupes de l'OTAN, il semble clair que des troupes chinoises sont présentes en Afghanistan, sans que le gouvernement chinois ne l'ait jamais officiellement confirmé. La Chine aurait également pris à sa charge la construction d'une base dans la province de Badakhchan, proche du corridor de Wakhan et donc de la frontière chinoise (la frontière sino-afghane n'est pas reliée par des routes). Pékin a démenti participer à ce projet, mais les autorités afghanes l'ont confirmé. Il semblerait que la Chine veuille garder une certaine discrétion et ne veuille en aucun cas apparaître comme une puissance occupante, raison pour laquelle elle ne reconnaît pas sa présence grandissante en Afghanistan. Toujours est-il que l'implication chinoise dans les affaires afghanes semble s'accroître. Depuis 2012, l'Afghanistan est un membre observateur de l'OCS, permettant une meilleure coopération militaire dans un projet global.

En cas de changement de pouvoir, il est difficile de prévoir quelle sera la position chinoise. Dans tous les cas, il est probable que Pékin participe à la lutte contre Daesh Wilayat Khorasan : le groupe islamiste accueille de nombreux Ouïghours, recrutés notamment en Syrie. Daesh Wilayat Khorasan représente donc une menace pour la Chine, qui peut craindre légitimement des attentats du groupe sur son territoire. En revanche, des arrangements avec les Taliban ne sont pas impossibles. La Chine pourrait se positionner comme parrain d'un dialogue, mais comme on l'a vu celui-ci est très hypothétique et risque de déboucher sur un échec. Il est plus probable qu'elle utilise une politique similaire à celle qu'elle a eu envers l'Égypte : reconnaître le pouvoir en place et collaborer avec lui, quel qu'il soit, sans s'impliquer dans la politique interne. Le dialogue avec les Taliban est donc nécessaire pour la Chine.

L'Inde, la puissance émergente

L'Inde est présente dans la région d'Asie du Sud pour des raisons historico-culturelles évidentes. L'intérêt stratégique n'est pas loin non plus : le Pakistan est dans les années 1980 le sanctuaire de toute l'insurrection anti-communiste en Afghanistan, alors que New Delhi est plutôt favorable à l'Union Soviétique. La crainte que l'Afghanistan ne devienne une base arrière pakistanaise motive donc l'engagement de l'Inde dans le conflit afghan : dès la décennie 1990, New Delhi soutient, avec la Russie puis l'Iran, l'Alliance du Nord qui s'oppose aux Taliban, perçus comme les agents du Pakistan. Dès 1996, l'Inde négocie avec le Tadjikistan l'utilisation de la base militaire aérienne de Farkhor. Dans le courant des années 2000, c'est la base d'Ayni, toujours au Tadjikistan, qui est rénovée par l'Inde. Ainsi, New Delhi a cherché très tôt des alliés en Asie centrale pour limiter l'influence pakistanaise dans la région.

Le conflit afghan est en partie conditionné par la rivalité indo-pakistanaise : Islamabad craint un encerclement, alors que le nationalisme pachtoune lui est

hostile. Un Afghanistan stable et favorable à l'Inde est perçu comme une menace existentielle pour le Pakistan par ses dirigeants. À l'inverse, pour New Delhi qui a subi de nombreux attentats islamistes où le Pakistan a été mêlé, sécuriser l'Afghanistan est un moyen de contrecarrer la menace pakistanaise. Les deux pays sont donc en conflit diplomatique permanent pour l'influence en Afghanistan.

Les ambitions chinoises compliquent la donne : alors que New Delhi et Pékin s'opposent sur de nombreux dossiers, la Chine est proche du Pakistan. L'Inde s'inquiète également de l'expansion chinoise dans certaines de ses « chasses gardées » : le Sri Lanka, la Birmanie et les Maldives avant septembre 2018 sont plutôt pro-pékin, des conflits persistent dans l'Himalaya entre les deux géants et les ambitions chinoises transitent largement par l'océan Indien. L'Inde cherche donc à contrecarrer la Chine dans une rivalité asiatique, et a développé très tôt des rapports avec les pays d'Asie centrale, ce qui pourrait à terme constituer une « route de la soie indienne ». L'un des projets phares de cette vision est la construction du Pipeline TAPI (Turkmenistan-Afghanistan-Pakistan-Inde) devant relié le gisement de gaz turkmène de Galkynysh au Penjab indien. Un autre aspect est le développement par l'Inde du port iranien de Chabahar, dans le Sistan va Baluchistan (Baloutchistan iranien). Ce port concurrent de Gwadar doit relier Zaranj, une ville afghane où l'influence indienne est très importante, à l'océan Indien, contournant le Pakistan et la route chinoise. De Chabahar, la route continue par la mer vers le Gujarat et Mumbai. On a donc une influence indienne grandissante dans la région, qui n'est pas du goût de la Chine, ni du Pakistan.

Iran et Turquie, discrets mais bien présents

L'Iran, frontalier de l'Afghanistan et partageant la langue (dialecte farsi en Iran, dialecte dari en Afghanistan), ne peut être absent du terrain afghan. Pays qui a le plus donné pour la reconstruction lors des accords de Bonn (2001), il est toutefois mis à l'écart par les Etats-Unis qui le considèrent comme faisant partie des soutiens du terrorisme, des Taliban et de « l'axe du mal ». L'allégation de soutien des Taliban pourrait sembler ridicule puisque le groupe anti-chiite a risqué la guerre avec Teheran lorsqu'il a massacré plusieurs membres consulaires iraniens à Mazar-e Sharif en 1998. Mais pour le spécialiste Kenneth Katzman, le Corps des Gardiens de la Révolution Islamique a effectivement soutenu les Taliban pour affaiblir la présence américaine, alors que le gouvernement (dont ne dépend pas le CGRI) soutenait le gouvernement afghan. De fait l'Iran se trouve encerclé par les Etats-Unis qui lui sont hostiles et qui étaient militairement présents dans les provinces occidentales de Hérat (persanophone) et Farah, soit juste en face du Khorassan iranien. Selon la spécialiste Shireen Hunter, le groupe insurgé baloutche iranien Jundullah aurait ses bases arrière en Afghanistan, avec le soutien de Washington. L'Iran cherche donc à la fois à voir le départ des Américains, et à soutenir un gouvernement stable d'Afghanistan qui lui soit favorable, ce qui implique des politiques contradictoires. Plusieurs projets ont lieu, notamment relier la ville de Hérat à Mashhad en Iran. C'est d'ailleurs vers

cette province que l'Iran destine une grande partie de ses projets, qui est par ailleurs l'une des provinces les « moins dangereuses » d'Afghanistan aujourd'hui.

Sans frontière avec l'Afghanistan, la Turquie est plus éloignée. Elle bénéficie néanmoins d'une aura particulière servant son *soft power* : Mustafa Kemal Atatürk, qui a mené la guerre de libération puis a modernisé son pays, sert de modèle aux laïcs et nationalistes afghans. Jusqu'aux années 90, la Turquie est ainsi le modèle de la réussite pour un pays musulman comme l'Afghanistan. Le développement de la confrérie de Fetullah Gulen à l'international contribue à donner une image positive du pays : des écoles fetullahci ouvrent en Afghanistan. Enfin, le régime conservateur et d'identité musulmane sunnite de l'AK Parti sert également de modèle à l'Afghanistan post-Taliban : une démocratie musulmane membre du G20. La Turquie jouit ainsi d'une image plus que positive. Sur le terrain, les entreprises turques se sont implantées en Afghanistan. Militairement, Ankara est un soutien du chef du guerre Rashid Dostom, considéré comme le représentant des populations turcophones. Enfin, la Turquie a servi de parrain à différents projets, même si les résultats sont plutôt limités. En mai 2010 a lieu la conférence d'Istanbul visant à créer un partenariat eurasiatique pour aider l'Afghanistan, incluant l'Asie centrale, l'Iran, la Russie, la Chine, plusieurs pays arabes et la Turquie. Malgré des rencontres régulières, chaque année, aucun projet important n'a aujourd'hui émergé. C'est également à Istanbul en 2017 qu'ont lieu des négociations entre factions talibanes et représentants du gouvernement. Ces négociations, comme précisé ci-avant, n'apporteront pas la paix dans le pays, mais elles montrent qu'Istanbul est une plateforme pour le dialogue, renforçant ainsi la position turque. En revanche, le conflit entre le leader de l'AK Parti, Recep Tayyip Erdogan, et le prédicateur Fetullah Gulen, implique des conséquences plus difficiles pour l'image de la Turquie : à travers le monde, Ankara exige la fermeture des écoles fetullahci, y compris en Afghanistan en 2018. Le gouvernement accepte pour ne pas se mettre à dos la Turquie, partenaire intéressant, mais les parents d'élèves s'opposent à cette fermeture, les écoles fetullahci étant un moyen d'avoir une éducation de qualité, permettant l'ascension sociale.

Les pays du golfe persique ont également une influence certaine en Afghanistan. L'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis et le Qatar sont parmi les rares pays qui ont reconnu l'Emirat Islamique d'Afghanistan, dans les années 1990. L'Arabie Saoudite a financé différents groupes salafistes dans la même période, tandis que les Taliban avaient un bureau de représentation au Qatar, pays qui a accueilli des négociations entre Américains et Taliban. Aujourd'hui, l'Arabie Saoudite a une nouvelle stratégie en Afghanistan pour contrecarrer l'Iran. Cette stratégie se développe sur toute l'Asie centrale, et Riyad cherche en conséquence à affaiblir les lieux d'influence iranienne. Pour les Emirats Arabes Unis, la nouvelle stratégie est également liée à l'Iran, mais de façon beaucoup moins hostile : développer le commerce avec l'Afghanistan reste une bonne opportunité commerciale, via l'Iran. Dubaï est d'ailleurs une ville où vivent d'importantes communautés iraniennes et

afghanes. Organiser une route commerciale vers l'Afghanistan via l'Iran est un débouché intéressant pour les Emirats Arabes Unis.

Conclusion

Après 40 ans de guerre, la situation en Afghanistan ne semble malheureusement pas en voie de s'améliorer. Les Taliban n'ont pas perdu de leur influence, au contraire. Les différentes milices sont toujours présentes sur le terrain. La politique afghane consiste toujours aujourd'hui à mettre d'accord les chefs de guerre entre eux pour pacifier le pays. L'apparition de l'organisation Etat Islamique est un nouveau facteur déstabilisant, plus encore si l'on prend en compte le potentiel retour dans la région de nombreux jihadistes centre-asiatiques. Malgré un intérêt national commun, aucun terrain d'entente n'a été trouvé entre les Taliban et le gouvernement afghan. Les puissances étrangères attendent une réconciliation avec impatience et rappellent régulièrement leur volonté de dialogue afin de pacifier le pays, grande opportunité commerciale.

Certaines dynamiques locales permettent d'imaginer qu'à moyen terme, l'Afghanistan pourrait sortir de la guerre civile, ce qui ne résout pas les problèmes de pauvreté, de corruption et de chômage. Tout d'abord, le pays s'inscrit de plus en plus dans la mondialisation. Autrefois perçu comme une terre vierge de toute modernité, l'Afghanistan est aujourd'hui au carrefour des différents projets, souvent nommés « routes de la soie », en premier lieu celui de la Chine. Cela ne doit pas faire oublier les dynamiques venant d'Inde, des Etats-Unis (malgré leur retrait leur influence ne va pas totalement disparaître), de la Turquie, de l'Iran, de l'Asie centrale et pourquoi pas de la Russie. Ensuite, l'accès à internet et aux réseaux sociaux tend à se développer même s'il ne faut pas surestimer son effet. La connexion des jeunes entre eux, avec le monde extérieur, les importants phénomènes de migrations, allant des réfugiés à Peshawar aux travailleurs à l'étranger, en passant par les combattants sunnites ou chiites sur le terrain syrien, autant de trajectoires qui montrent une probable évolution des mentalités à moyen-terme en Afghanistan. Il est en revanche trop tôt pour définir quelle sera la part de « positif » et la part de « négatif » dans cette mondialisation de la population afghane.

Bibliographie

- ASTARITA C. & DAMIANI I., « Géopolitique de la nouvelle route de la soie », *Géoéconomie* 2016/2 (N° 79), p. 57-94.
- BARRY M., *Le Royaume de l'insolence, l'Afghanistan :1504-2001*, Paris, Flammarion, 2002

- BLAREL O., « L'Inde et l'Asie centrale : une émergence régionale au défi du facteur pakistanais », *Outre-Terre* 2016/3 (N° 48), p. 258-267
- GAYER L., *Mondes rebelles – Asie du Sud, Fondamentalisme, séparatisme, maoïsme*, Paris, Michalon, 2009
- METCALF B. D., *'Traditionalist' islamic activism : Deoband, Tablighis, and Talibs*, Amsterdam, Leiden Isim, 2002
- NOURZHANOV K. & SAIKAL A., *Afghanistan and its neighbors after NATO withdrawal*, Londres, Lexington Books, 2016
- RASHID A., *Le retour des Talibans*, Paris, Delavilla, 2009
- ROY O., *En quête de l'Orient perdu*, Paris, Points, 2017

Quelques articles de notre site internet sur l'Afghanistan :

<http://les-yeux-du-monde.fr/actualite/international/28071-lheritage-obama-en-afghanistan-de-lidealisme-dune-guerre-juste-a-un-minimalisme-pragmatique>

<http://les-yeux-du-monde.fr/actualite/asia-oceanie/32901-pekine-veut-construire-base-militaire-afghanistan>

<http://les-yeux-du-monde.fr/actualite/afrique-moyen-orient/18006-elections-en-afghanistan-enjeux>

<http://les-yeux-du-monde.fr/actualite/international/31339-rencontre-afghano-indienne-vers-une-cooperation-regionale>

<http://les-yeux-du-monde.fr/actualite/actualite-analysee/31347-le-developpement-strategique-de-la-turquie-en-afghanistan>

<http://les-yeux-du-monde.fr/actualite/afrique-moyen-orient/28452-la-russie-cherche-une-solution-pour-lafghanistan>

<http://les-yeux-du-monde.fr/actualite/afrique-moyen-orient/14259-ouverture-dun-bureau-taliban>

<http://les-yeux-du-monde.fr/actualite/afrique-moyen-orient/23398-le-coup-de-force-des-talibans>

<http://les-yeux-du-monde.fr/actualite/asia-oceanie/33018-enieme-rencontre-entre-gouvernement-afghan-taliban>

A propos de l'auteur...



Diplômé de Sciences Po Paris, **Thomas Ciboulet** s'intéresse aux relations internationales, avec un intérêt particulier pour les régions d'**Asie centrale** et du **Caucase**.

L'intégralité de ses articles est à retrouver [ici](#).